

Quinn Slobodian «Pour les néolibéraux américains, la démocratie représente une menace»

Recueilli par Sébastien Farcis

Idées/

Dans son nouveau livre, l'historien canadien poursuit sa critique du néolibéralisme en montrant comment les milliardaires du monde entier, à commencer par Musk et tous ceux qui entourent Trump, créent des territoires qui échappent aux règles des Etats. Il estime qu'il est temps pour l'Union européenne de montrer les dents.

«Le capitalisme est bien plus important que la démocratie. Je ne suis moi-même pas un fervent adepte de la démocratie.» Ces propos étonnants ont été tenus par Stephen Moore, conseiller économique de Donald Trump lors de son premier mandat. Et l'historien canadien Quinn Slobodian, spécialiste du néolibéralisme, les rapporte dans son nouvel ouvrage, le Capitalisme de l'apocalypse. Ou le rêve d'un monde sans démocratie (éditions du Seuil), pour nous alerter sur la vague ultralibérale qui est sur le point de submerger les Etats-Unis, et le reste du monde par extension, avec le retour au pouvoir du milliardaire.

Le mouvement libéral et libertarien - notamment incarné par Donald Trump et son entourage, Elon Musk en tête - qui est devenu si populaire outre-Atlantique, s'inspire des économistes néolibéraux comme Milton Friedman, adorateurs des modèles productivistes de Hongkong, et des anarcho-capitalistes tel Murray Rothbard, qui considèrent «les impôts comme du vol» et estiment que les Constitutions des Etats doivent être remplacées par des contrats privés.

Quinn Slobodian, qui est professeur d'histoire globale à l'université de Boston, détaille dans son ouvrage, de manière incisive, à quel point ce modèle essaime dans le monde entier sous forme de «zones», où disparaît le droit social et fiscal : de Dubaï aux paradis fiscaux du Liechtenstein en passant par les nombreuses «zones économiques spéciales» chinoises, leur nombre a été multiplié par trente en trente ans pour atteindre 5 400 territoires taillés sur mesure pour un capitalisme sans entraves de l'Etat. Et sans réelle démocratie.

Aujourd'hui, avec l'intronisation de Donald Trump et d'Elon Musk, ces tenants du démantèlement de l'Etat viennent de capoturer la première économie mondiale et l'un des symboles historiques de la démocratie dans le monde. Leur projet est avant tout économique, alimenté par une partie des dirigeants de la Silicon Valley qui veulent une dérégulation totale de l'économie, mais a une portée idéologique forte quand il prétend aussi éliminer toute forme d'aide sociale. Quelle est l'origine du problème des néolibéraux avec la démocratie ? Ces néolibéraux, comme les libertariens, privilégient la liberté économique par rapport à toutes les autres libertés et leur priorité est donc de protéger le capitalisme. Or, la démocratie représente pour eux une menace, car Luong Tony elle peut déstabiliser le capitalisme. Ils détestent ainsi les évolutions du XXe siècle qui a apporté l'autodétermination nationale, entraîné la décolonisation et la fin des empires, ainsi que la démocratie de masse. Ces changements

peuvent, selon eux, mettre en péril un monde fondé sur la propriété privée et les investissements transnationaux. Pourquoi ? Car ils craignent que le peuple utilise son vote pour exproprier les capitalistes et exige toujours plus de l'Etat sous la forme de droits et de prestations sociales. La démocratie, pour eux, tend toujours vers le socialisme. D'où leur fascination pour ces «zones» ultralibérales... Ce que Milton Friedman a adoré à Hongkong dans les années 1980, c'est la même chose que ce qui enthousiasme des gens comme Elon Musk ou Peter Thiel [fondateur de PayPal, ndlr] à Dubaï ou à Singapour aujourd'hui : des endroits qui sont isolés des pressions de la démocratie de masse et qui sont capables d'agir plus comme des entreprises, car ils sont plus agiles et efficaces pour s'adapter aux besoins du monde. Les néolibéraux estiment que ces dispositifs sont aujourd'hui nécessaires pour échapper à ce qu'ils considèrent comme la nouvelle version de la menace communiste : le «communisme vert» des activistes climatiques, ou la pression des militants qui exigent l'égalité de traitement pour les minorités. Ils jugent également que l'Union européenne est une sorte de Léviathan socialiste, et qu'elle doit être radicalement réformée ou détruite.

Comment les néolibéraux luttent-ils pour réduire la puissance des Etats ? Ils ont deux stratégies : d'un côté, créer des institutions qui limitent ce que les Etats-nations peuvent faire de manière autonome, à travers le droit supranational. Certains néolibéraux étaient donc initialement très enthousiastes face à la création de l'Union européenne ou de l'Organisation mondiale du commerce, car ces organes garantissent la sécurité des capitaux, les droits des investisseurs et la responsabilité fiscale. C'est ce que j'explique dans mon livre précédent, les Globalistes. Une histoire intellectuelle du néolibéralisme.

Mon nouvel ouvrage traite des personnes qui adoptent l'autre solution, qui consiste à réduire les capacités d'action des Etats en scindant leurs territoires. Ceci est réalisé soit en formant des enclaves à l'intérieur d'un pays, avec des règles très disparates, comme les zones économiques spéciales au Honduras ou en Chine ; soit en essayant de créer de nouvelles zones extérieures avec leurs propres règles. C'est ce qu'essaient de développer certains tenants du capitalisme radical dans la Silicon Valley, comme Balaji Srinivasan [pionnier des cryptomonnaies, ndlr]. Il cherche à faire défection de «l'Etat taxateur» en créant une nouvelle société dans le cloud, qui serait régie par des règles copiées sur le fonctionnement de l'entreprise privée.

Et c'est ce genre de méthode que devrait adopter l'administration Trump ? En effet, je pense que les politiques des quatre prochaines années vont conduire à une plus grande décentralisation du pouvoir aux Etats-Unis - avec, pour les réaliser, l'ancienne dirigeante de la fédération de catch, Linda McMahon à la tête du ministère de l'Education, Elon Musk à la tête du ministère de l'Efficacité gouvernementale, désormais officiellement intégré au gouvernement, et son collègue de PayPal, David Sacks, comme tsar de l'IA et de la cryptographie. Il est probable qu'ils retirent les financements des agences fédérales pour les transférer au niveau des Etats fédérés. Cela va créer des différences importantes de législation et de mode de vie entre les Etats. Théoriquement, c'est censé permettre d'offrir plus de choix aux habitants : à l'instar de consommateurs, ils pourraient ainsi passer d'un Etat à un autre en fonction de ce qu'ils veulent, le droit à l'avortement, de bonnes routes ou des impôts bas par exemple. Mais en pratique, seuls les plus riches peuvent se permettre de déménager ainsi, comme Elon Musk l'a fait en déplaçant sa société X de Californie au Texas, en septembre dernier.

Quels secteurs seront les plus touchés par ce désengagement de l'Etat ? L'Education, en premier lieu. En Floride et en Ohio, les habitants peuvent déjà acheter des «bons d'éducation», qui remplacent les impôts et permettent à chacun de choisir le type d'éducation qu'ils veulent

en fonction de leurs revenus - religieuse ou pas, par exemple. Cela remplace déjà une partie du financement de l'école publique. Le nouveau gouvernement parle aussi de supprimer le ministère fédéral de l'Education, ce qui mettra fin au financement des écoles les plus pauvres, des écoles primaires ou de l'Education spécialisée, destinée aux enfants qui ont des difficultés d'apprentissage. Je pense que, dans le fond, les néo- libéraux détestent la notion d'égalité et les projets d'égalité des chances. Ils préfèrent laisser le marché diagnostiquer les capacités de chaque individu à des fins économiques. Elon Musk se définit comme un libertarien, et donc en faveur d'un désengagement total de l'Etat. Qu'en pensez-vous ? La définition de libertarien ne lui correspond pas, d'abord, parce qu'il n'est pas un intellectuel, et n'a donc pas développé de théorie sur le sujet. Et surtout, car il n'affirme pas que l'Etat est mauvais - il a trop besoin de l'Etat, en fait. Il semble qu'il préfère le capturer pour en faire un outil qui lui permettra de vendre des fusées et d'aller sur Mars. On peut s'inspirer du titre officiel qu'Elon Musk s'est donné à Tesla – «Techno-King», ou roi de la Tech - et estimer qu'il cherche à promouvoir quelque chose qui ressemble aux techno-monarchies des Emirats.

L'une des cibles désignées par Elon Musk et l'administration Trump est l'Union européenne, entre autres sur les questions de liberté d'expression. Comment pensez-vous qu'ils vont opérer ? Elon Musk devrait utiliser Donald Trump comme une sorte de bélier pour accéder aux marchés étrangers qui lui posent problème, comme l'UE ou de la Chine pour sa société X. Donald Trump pourrait ainsi menacer d'imposer d'importantes barrières douanières à l'UE, sauf si elle allège la réglementation RGPD imposée à ses amis de la Silicon Valley concernant les réseaux sociaux. Donald Trump cherchera aussi à imposer que les pays de l'UE achètent des armes américaines, et s'opposer à la volonté européenne de se fournir plus localement.

A ce propos, le fait que la Première ministre italienne, Giorgia Meloni, explore en ce moment la possibilité d'avoir recours, pour les télécommunications civiles et militaires du pays, aux satellites américains de la société Starlink d'Elon Musk, représente une information importante. Et si cela se confirmait, cela constituerait un changement énorme. Que peut faire l'Union européenne pour se défendre de ces assauts ? L'une des manières peut être de révéler qui est vraiment Elon Musk - un homme qui donne l'illusion d'être innovant et antiautoritaire, mais qui récupère surtout les innovations des autres et soutient des partis autoritaires. Il accuse George Soros de faire de la politique en finançant des partis, mais il fait de même. Sa maladresse sociale peut être un point faible. Mais de manière plus large, l'Union européenne doit devenir plus punk, comme disait le journaliste de la BBC Adam Curtis. Elle doit développer des alternatives technologiques et idéologiques pour s'opposer à cette vague néolibérale, et entrer dans la bataille. Cela ne sera pas facile avec une administration Trump aussi virulente, mais il n'y a pas beaucoup d'autres choix. •

«Ils ont deux stratégies : d'un côté, créer des institutions qui limitent ce que les Etats-nations peuvent faire de manière autonome, à travers le droit supranational [...] ; l'autre solution consiste à réduire les capacités d'action des Etats en scindant leurs territoires.»

Le capitalisme de l'Apocalypse ou le rêve d'un monde sans démocratie Quinn Slobodian
Seuil, 384 pp., 25,50 €.

Luong Tony

l'investiture du président Donald Trump, à Washington DC, le 20 janvier. Photo Chip Somodevilla. AP

Elon Musk à son arrivée au Capitole pour